



DÉCLARATION DU CANADA LORS DE LA 99^E SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'OIAC

**SOUMISE PAR ÉCRIT PAR S.E. LISA HELFAND, AMBASSADRICE DU CANADA AUX PAYS-BAS
ET REPRÉSENTANTE PERMANENTE DU CANADA AU SEIN DE L'ORGANISATION POUR
L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES (OIAC)**

Excellences et distingués collègues,

Le Canada tient à féliciter Son Excellence Ambassadrice Eniola Olaitan Ajayi pour sa nomination à la présidence du Conseil exécutif. Qu'elle soit assurée de l'appui sans réserve et de la coopération du Canada lorsqu'elle dirigera les travaux de cette organisation cette semaine et par la suite.

Le Conseil se réunit lorsque la paix et la sécurité internationales se trouvent au bord d'un précipice. Le Canada condamne fortement l'invasion délibérée et injustifiée de l'Ukraine par le président Poutine. Nous sommes solidaires du gouvernement ukrainien et des citoyens de l'Ukraine pendant qu'ils se défendent avec bravoure. Nous sommes alarmés par les récentes déclarations publiques des représentants russes qui semblent faire allusion à leur intention de procéder à une attaque au moyen d'armes chimiques. Il s'agit possiblement d'une fausse alarme en vue de justifier d'autres agressions. L'utilisation d'armes chimiques est inacceptable et contrevient de manière flagrante à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Le monde entier regarde et ne tolérera pas cela.

En raison du contexte, notre engagement continu envers le travail qui nous attend à l'OIAC devient encore plus urgent. Les priorités auxquelles s'attaquera le Canada sont les suivantes : la préparation en vue de la cinquième Conférence d'examen; les récents rapports de la mission d'établissement des faits en Syrie; les efforts soutenus pour s'attaquer aux violations de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques; l'égalité entre les genres; le soutien au Centre pour la chimie et la technologie; et la sécurité de l'OIAC.

Cette session du Conseil exécutif donne le coup d'envoi à notre année de préparation en vue de la tenue de la cinquième Conférence d'examen, qui se déroulera en mai 2023. Le processus difficile ayant mené à la quatrième Conférence d'examen nous a permis de retenir plusieurs leçons. Nous devons maintenant entamer nos travaux dans un nouvel esprit de coopération et de but commun pour mettre en branle un processus de préparation constructif qui donnera l'élan à la prochaine étape de la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Le Canada s'engage à travailler dans cet esprit avec tous les États parties afin de paver la voie à une Conférence d'examen qui sera couronnée de succès.

Entre-temps, les États parties doivent continuer d'accorder la priorité au traitement des violations des principes de base de la Convention afin de démontrer leur engagement



envers la Convention et la pertinence de l'OIAC en tant qu'organe capable de s'attaquer à ces enjeux.

En janvier, le Secrétariat technique a publié deux rapports de la mission d'établissement des faits (MEF) menée en Syrie. Selon les conclusions du premier rapport, il y a des motifs raisonnables de croire qu'une substance chimique vésicante figurant dans le Tableau 1A04, une forme de gaz moutarde au soufre, a été utilisée comme arme à Marea le 1^{er} septembre 2016, bien qu'il n'y ait pas suffisamment de données pour déterminer si la même chose s'est produite deux jours plus tard dans la même région. Selon les conclusions du second rapport, il y a des motifs raisonnables de croire qu'un baril de chlore a été utilisé comme arme à Kafr Zeita le 1^{er} octobre 2016.

Le Canada condamne avec la plus grande fermeté l'utilisation d'armes chimiques en Syrie par toute partie. Il apprécie les travaux indépendants, impartiaux et professionnels que continue d'effectuer la MEF. Nous tenons à souligner que la MEF ne fait pas seulement état des cas où des armes chimiques ont effectivement été utilisées, mais également des cas où les données insuffisantes ne permettent pas de tirer une conclusion. Nous avons hâte d'obtenir d'autres rapports de l'équipe d'enquête et d'identification (EEI) concernant les cas où la MEF a jugé probable l'utilisation d'armes chimiques.

Nous constatons avec une grande inquiétude que 20 enjeux de taille n'ont toujours pas été réglés dans la déclaration sur la Syrie. Le Canada exhorte le régime syrien à coopérer pleinement avec l'équipe d'évaluation de la déclaration (EED), notamment en délivrant de manière urgente un visa au dernier membre de l'EED afin que l'équipe puisse poursuivre ses travaux importants. De plus, nous prions la Syrie de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour retrouver ses droits et ses privilèges prévus dans la Convention, notamment en soumettant une déclaration complète et exacte, qui représente l'obligation la plus fondamentale aux termes de la Convention.

Des questions importantes concernant une autre violation de la Convention, soit l'attaque au moyen de l'agent Novichok sur Alexey Navalny en Russie en août 2020, n'ont toujours pas obtenu de réponse. La Fédération de Russie n'a toujours pas procédé à l'enquête nécessaire au sujet de l'utilisation d'une arme chimique sur son territoire. Elle a refusé de coopérer avec le Secrétariat technique (ST) pour respecter les protocoles normalisés visant le déploiement d'une visite de soutien technique et avec les autres États parties pour répondre aux questions soulevées concernant cet incident. Nous demandons instamment à la Fédération de Russie d'agir et d'assurer la responsabilisation pour l'utilisation d'armes chimiques sur son territoire.

Sur une note plus positive, nous sommes ravis de reconnaître les récents efforts du ST pour faire progresser encore davantage l'égalité entre les genres et la diversité au sein de l'OIAC. Nous reconnaissons qu'il s'agit, pour toute organisation, d'un défi exigeant un effort prolongé et soutenu envers un changement institutionnel. C'est pourquoi nous continuerons de travailler au sein de cette communauté en vue d'appuyer de tels efforts, non seulement dans le contexte de l'OIAC, mais également au sein de notre délégation et



dans notre façon de collaborer en tant qu'État partie aux travaux menés ici. À titre de championne internationale du genre, je suis personnellement engagée envers ces efforts et j'ai hâte de travailler avec le directeur général, qui est également un champion international du genre, ainsi qu'avec toutes les autres délégations pour faire progresser ces travaux essentiels.

Nous comprenons également que le renforcement de l'égalité entre les genres au sein de l'organisation exige une transformation culturelle et que ce changement ne se produira pas du jour au lendemain. Nous espérons qu'avec les travaux continus du ST et le soutien de tous les États parties, la question du genre pourra être intégrée non seulement à la dotation, mais également aux activités de renforcement des capacités, notamment au travail effectué par le nouveau Centre pour la chimie et la technologie.

Le Canada demeure profondément engagé à soutenir l'OIAC, non seulement avec ses paroles, mais en s'assurant aussi que l'organisation dispose des ressources nécessaires pour accomplir efficacement son travail. Au cours de la dernière décennie, nous avons versé des contributions volontaires totalisant plus de 31 millions d'euros afin d'appuyer le travail essentiel de l'OIAC, dont 7 millions d'euros pour la construction du nouveau Centre pour la chimie et la technologie. De concert avec d'autres membres du Partenariat mondial dirigé par le G7, nous explorons actuellement la possibilité d'obtenir du soutien supplémentaire pour renforcer l'OIAC et veiller au respect de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC).

Nous sommes heureux de constater que la construction du Centre pour la chimie et la technologie se déroule comme prévu, qu'elle se matérialise et qu'elle devrait être terminée l'an prochain. Nous sommes ravis de constater que 52 États et l'Union européenne, en plus d'organisations de la société civile, ont investi financièrement dans un centre qui aidera la communauté élargie à mettre en œuvre la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.

Finalement, comme nous le savons tous, le 3 décembre de l'année dernière, des manifestants ont franchi le périmètre du siège social de l'OIAC. Ils sont entrés dans l'immeuble par la force et se sont immiscés encore plus loin qu'on aurait pu l'imaginer. Ce fut une expérience terrifiante pour les membres du personnel du Secrétariat technique, qui n'auraient jamais cru qu'une telle chose pouvait se produire ici. Nous avons tout simplement été chanceux que cet incident ne soit pas arrivé lorsque des délégations se trouvaient également dans le bâtiment pour une réunion. Cet incident est un rappel brutal que la sécurité physique du siège social de l'OIAC touche les personnes qui franchissent les portes de cet immeuble. C'est la responsabilité de tous les États parties. Au cours des cinq dernières années, le Canada a fourni plus de 2,5 millions de dollars CAN pour soutenir des rénovations essentielles à l'OIAC. Nous espérons sincèrement que notre responsabilité partagée à cet égard sera prise en considération lorsque nous entamerons les discussions entourant la mise à jour du budget de 2022-2023.



Government of Canada
Embassy of Canada

Gouvernement du Canada
Ambassade du Canada

Je demande que la version intégrale de cette déclaration soit un document officiel de la 99^e session du Conseil exécutif et qu'elle soit publiée dans Catalyst et sur le site Web public de l'OIAC.

Je vous remercie.



STATEMENT OF CANADA TO THE 99TH SESSION OF THE OPCW EXECUTIVE COUNCIL

DELIVERED IN WRITING BY H.E. LISA HELFAND, AMBASSADOR OF CANADA TO THE NETHERLANDS AND PERMANENT REPRESENTATIVE OF CANADA TO THE ORGANISATION FOR THE PROHIBITION OF CHEMICAL WEAPONS (OPCW)

Distinguished Chair, Excellencies and colleagues,

Canada congratulates Her Excellency Ambassador Eniola Olaitan Ajayi on her new role as Chair of the Executive Council. I assure her of Canada's full support and cooperation in leading the work of this body this week and beyond.

The Council meets when international peace and security stands on a precipice. Canada strongly condemns President Putin's unprovoked and unjustifiable invasion of Ukraine. We stand with the Ukrainian government and its people as they bravely defend themselves. We are alarmed by recent public statements by Russian officials that seem to imply their intent to carry out a chemical weapons attack, potentially as a false flag in an attempt to justify further aggression. The use of chemical weapons is unacceptable and a blatant violation of the Chemical Weapons Convention. The world is watching and will not stand for it.

This context makes all the more urgent our continued commitment to the work before us in the OPCW. The priorities Canada will address here are: preparation for the Fifth Review Conference; recent reports of the Syria Fact-Finding Mission; maintaining efforts to address violations of the Chemical Weapons Convention; gender equality; support for the Centre for Chemistry and Technology and, the security of the OPCW.

This Executive Council session begins our preparatory year for the Fifth Review Conference in May 2023. Many lessons were learned in the difficult process around the Fourth Review Conference. Now, we must begin to work with a renewed spirit of cooperation and common purpose for a constructive preparatory process to build momentum into the next phase of implementation of the Chemical Weapons Convention. Canada commits itself to work in this spirit with all States Parties in paving the road to a successful Review Conference.

In the meantime, however, violations of the core principles of the Convention must remain a priority for the States Parties, to demonstrate our commitment to the Convention and the relevance of the OPCW as the body capable of addressing these issues.

In January, the Technical Secretariat released two reports of the Syria Fact-Finding Mission (FFM). The first concluded that there were reasonable grounds to believe that a vesicant chemical substance from Schedule 1A04, a form of sulfur mustard, was used as a weapon in Marea on 1 September 2016, though there was insufficient data to establish whether the same thing happened two days later in the same area. The second report concluded that there



were reasonable grounds to believe that a chlorine barrel was used as a weapon in Kafr Zeita on 1 October 2016.

Canada condemns in the strongest possible terms the use of chemical weapons in Syria by any party. We appreciate the FFM's continued independent, impartial, and professional work. It bears noting that the FFM is reporting not only on cases where chemical weapons were found to have been used, but also cases where that conclusion could not be reached where there was insufficient evidence. We look forward to future reporting by the Investigation and Identification Team (IIT) on cases where chemical weapons use has been established as likely by the FFM,

We note with ongoing concern that twenty issues of substance remain to be resolved in the Syrian Declaration. Canada urges the Syrian regime to cooperate fully with the Declaration Assessment Team, including, by urgently issuing a visa of the final member of the DAT in order for the team to continue its important work. Moreover, we urge Syria to complete all of the necessary measures to regain its rights and privileges under the Convention, including by submitting a complete and accurate declaration, the most basic obligation under the Convention.

Major questions remain around another violation of the Convention, the Novichok attack on Alexey Navalny, in Russia in August 2020. The Russian Federation has yet to carry out the required investigation for the use of a chemical weapon on its territory. It refused to cooperate with the Technical Secretariat (TS) on standard protocols for the deployment of a Technical Assistance Visit, and with its fellow States Parties in answering questions raised concerning this incident. We urge the Russian Federation to take action and ensure accountability for the use of a chemical weapon on its territory.

On a more positive note, we are pleased to recognize the TS's recent efforts to further advancing gender equality and diversity within the OPCW. We recognize that this is a challenge that requires a prolonged and sustained effort toward institutional change, for any organization. This is why we will continue to work within this community to support such efforts not only in the OPCW, but also within our delegation and in how we engage as a State Party in our work here. As an International Gender Champion, I am personally committed to this, and look forward to working with the Director General, who is also an International Gender Champion, and with all other delegations to advance this vital work.

We also understand that strengthening gender equality within the organization is a cultural shift and that this change does not happen over night. We hope that with continued work by the TS and with support from all States Parties that gender equality can be integrated not only in the governance of the Organisation, but also into its activities, including the work conducted by the new Centre for Chemistry and Technology.



Canada remains deeply committed not only to supporting the OPCW with our words, but to making sure it has the resources to do its job effectively. In the past decade we have provided more than € 31 million in voluntary contributions to support the OPCW's critical work, including €7 million for the construction of the new Centre for Chemistry and Technology. Together with other members of the G7-led Global Partnership, we are currently exploring the potential for additional support to strengthen the OPCW and uphold the Chemical Weapons Convention (CWC).

We are happy to note that the construction of the Centre for Chemistry and Technology is on target, taking physical form, and is set to be completed next year. We are pleased to note the financial contributions by 52 states and the European Union, along with civil society organizations, investing in a Centre that will serve the broader community working to implement the Chemical Weapons Convention.

Finally, as we all know, on December 3rd last year, protesters breached the perimeter of the OPCW Headquarters, entering the building by force and finding their way further in than should ever have been possible. This was a terrifying experience for the staff working in the Technical Secretariat, and something they never imagined could happen here. It is mere chance that this did not happen during a time when delegations were also in the building for a meeting. This incident is a stark reminder that the physical security of the OPCW Headquarters affects all those who come through this building. It is the responsibility of all States Parties. Canada has provided over Can\$2.5 million to support critical upgrades for the OPCW over the past five years. It is our sincere hope that our shared responsibility for this will be considered when the 2022-23 budget update discussions begin.

I ask that the full version of this statement be made an official-series document of the 99th session of the Executive Council and published on Catalyst and public website of the OPCW.

Thank you.